L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. Rue de Chartres No 73, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 12 DECEMBRE 1861.

G. P. WEISSE, P. LIBET. N. DUPOUY, G. HARDY. Editeurs-Propriétaires.

Nouvelle-Orléans,
JEUDI MATIN, 12 DECEMBRE.

Ventes à l'encan de ce jour.

A. Savory, 45 et 47, Vieille Levée — Vêtements, chaussures, marchandises sèches.

La presse anglaise.

C'est bien rarement qu'il nous parvient même le sommaire des opinions émises par la presse anglaise sur les affaires américaines, mais nous avons encore assez régulièrement dans les journaux du Nord, qui passent la frontière en contrebande, les articles les plus importants que publient sur ce sujet les feuilles anglaises. Ainsi nous avons sous les yeux un article du *Times*, dans lequel ce journal félicite le peuple et le gouvernement anglais de la perspicacité qu'ils ont montrée, au début de la crise, en ne se laissant pas entraîner à prendre parti pour la croisade du Nord contre le Sud. Il est cependant regrettable d'ajouter foi aux forfanteries yankees sur la faiblesse du Sud et sur la certitude de sa soumission dans une campagne de soixante jours, prévoyant que ce serait un conflit entre les nations puissantes et enfin même l'une contre l'autre, ils ont décidé de garder une neutralité décente, de façon qu'en cas de restauration de l'Union aucune des deux sections ne pût leur adresser le reproche d'avoir favorisé l'autre et que, dans le cas où le Sud réussirait à établir son indépendance, il ne pût accuser l'Angleterre d'avoir essayé d'ébouffer sa naissante nationalité au berceau. La situation actuelle des choses, justifie, dit le *Times*, la politique adoptée par l'Angleterre, *car il est maintenant évident que ce sera une guerre gigantesque.*

Un autre journal, auquel nous avons déjà souvent fait allusion, *l'Herald*, exprime des opinions identiques, continue ses appréciations sur la politique de Lincoln de manière à prouver que le président lui-même a pu juger aussi sainement de la situation du gouvernement fédéral que du rôle prescrit à la Grande Bretagne par ses intérêts. L'article suivant semble venir à propos comme un démenti d'outre-mer aux impudentes assertions de M. Lincoln sur son respect pour la Constitution et l'Union. La presse du Sud a dit et fait la même chose, mais voici un journal conservateur européen, que n'animent ni la colère ni la passion, et qui vient ajouter le poids de sa censure impartiale aux dénégations dont ont retentis de ce pays ont frappé les actes du gouvernement des Etats Unis. Nous croyons faire plaisir à nos lecteurs en leur mettant sous les yeux la traduction des principaux passages de cet article qui a pour titre : la trahison du Nord.

Lincoln et Seward, leurs secrétaires et leurs partisans ont tous tenu le même langage dont tous ont répété, aussi solennellement que des paroles d'évangile, que la nation est unie et qu'elle ne souffrirait aucun désir de séparation dans la question de l'esclavage. Ils combattaient, non pour émanciper les nègres mais pour mettre en vigueur une constitution qui oblige les Etats libres à aider aux Etats où a été perpétrée du système de l'esclavage des nègres—constitution qui renferme une clause rédigée avec soin, une loi sur les esclaves fugitifs distincte et non équivoque, que les hommes de la Pennsylvanie et du Massachusetts n'ont impunément peu, en général, tenu pratiques domestiques du Sud jusqu'au moment de la guerre éclata. Les marchands de New York étaient d'ardents partisans de l'esclavage. Les les manufactures de la Pennsylvanie les manufacturiers de la Nouvelle-Angleterre et longtemps mis le Sud à contribution, a par profit, qu'ils ne peuvent supporter la pensée de perdre le pouvoir de continuer à agir de même. Les courtiers de la cité impériale sont aveux de la perspective de voir leur commerce subir détourné au profit de Charleston ou de la Nouvelle Orléans, et effectués avec les capitaux anglais. La convoitise pécuniaire a eu plus d'influence sur le patriotisme subit du Nord que l'amour de la liberté.

Les discours de M. Lincoln depuis la prise de Fort Sumter a été *une violation de cette loi fondamentale de la race anglo-saxonne au delà de l'Atlantique*, et il continuerait à en être ainsi tant qu'il en sera ainsi, la Constitution n'aura cessé d'exister, on ne peut plus être exactement elle est violée. La sécession est peut-être inconstitutionnelle, mais la coercition l'est également. M. Davis gouverne par l'autorité militaire et la loi martiale. M. Lincoln gouverne par une autorité qui interdit tout ce qu'il fait ne peut s'empêcher de faire, et qui, dans le cas où le Sud réussirait à établir son indépendance, il ne put accuser l'Angleterre d'avoir essayé d'ébouffer sa naissante nationalité au berceau. La situation actuelle des choses, justifie, dit le *Times*, la politique adoptée par l'Angleterre, *car il est maintenant évident que ce sera une guerre gigantesque.*

Un autre journal, auquel nous avons déjà souvent fait allusion ci-dessus, *l'Herald*, exprime des opinions identiques, continue ses appréciations sur la politique de Lincoln de manière à prouver que le président lui-même a pu juger aussi sainement de la situation du gouvernement fédéral que du rôle prescrit à la Grande Bretagne par ses intérêts. L'article suivant semble venir à propos comme un démenti d'outre-mer aux impudentes assertions de M. Lincoln à